ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC **ÉFAI – 000472 – AMR 46/024/00AU 220/00**

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idéesni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / MENACES DE MORT

PÉROU **Luzmila Sifuentes Reyes (f), militante de l'opposition, et sa famille**

Londres, le 20 juillet 2000

La militante d'opposition Luzmila Sifuentes Reyes a reçu une lettre de menaces dirigées contre elle et sa famille, après avoir signalé que la police l'avait menacée et volée.

Luzmila Sifuentes Reyes milite au sein du parti d'opposition *Perú Posible* (Pérou possible). Le dirigeant de ce mouvement, Alejandro Toledo, a renoncé à participer au second tour de l'élection présidentielle, en affirmant que le scrutin avait été entaché d'irrégularités. Le président Alberto Fujimori a été reconduit dans ses fonctions pour un troisième mandat consécutif, malgré de nombreuses allégations faisant état de manœuvres frauduleuses.

Les élections ont été suivies fin juin de manifestations, organisées en vue d'attirer l'attention d'une délégation de l'Organisation des États américains (OEA). Cette mission de l'OEA avait été envoyée au Pérou à la suite du scrutin présidentiel, afin d'étudier les mesures pouvant être prises pour renforcer la démocratie dans ce pays. Luzmila Sifuentes Reyes a photographié les forces de sécurité alors qu'elles utilisaient des gaz lacrymogènes contre des manifestants le 27 juin. D'après les informations recueillies, des policiers l'ayant vue en train de prendre ces clichés ont menacé de la violer et lui ont dérobé certains effets personnels.

Elle a signalé ces faits aux autorités policières le jour même. Le 18 juillet, elle a reçu à son domicile, dans la capitale, Lima, une lettre formulée en ces termes :
« Señora Luzmila, nous voulons vous informer que votre fille pourrait être en danger. Vous devriez vous occuper d'elle très attentivement, car dans le cas contraire, nous nous en occuperons. Nous souhaitons également vous informer que nous lui avons parlé, et nous savons qu'elle a deux frères, prénommés Paulo et Pedro. Pedro a seize ans et Paulo en a douze ; vous avez une bonne du nom d'Elvira et votre mari s'appelle Pedro. Alors soyez très prudente. Faites attention. Votre famille est très soudée. Vous ne voulez pas qu'elle se divise ? »

INFORMATIONS GÉNÉRALES

La victoire du président Alberto Fujimori a été entachée par des allégations faisant état de fraudes électorales lors du premier et du second tours du scrutin, en avril et en mai. Nombre d'observateurs estiment qu'un troisième mandat présidentiel est contraire à la Constitution. Depuis le scrutin ont eu lieu plusieurs manifestations, dans le cadre desquelles les forces de sécurité auraient fait un usage abusif de la force contre des contestataires.

Il est à craindre que le respect et la protection des droits fondamentaux de la personne humaine ne soient sérieusement remis en cause par le résultat du scrutin présidentiel. Les allégations faisant état d'irrégularités commises au cours de l'élection ont conduit l'Assemblée générale de l'OEA à envoyer en juin une mission de haut niveau au Pérou *« dans le but d'explorer, avec le gouvernement* […] *et d'autres secteurs de la classe politique, des options et des recommandations destinées à renforcer encore la démocratie dans ce pays »* (Résolution 1753 de l'Assemblée générale de l'OEA, traduction non officielle). Cette mission a recommandé un certain nombre de mesures, notamment la mise en œuvre d'un Plan national pour la protection des droits humains.

ACTION RECOMMANDÉE : aérogramme / lettre par avion / fax (en espagnol ou dans votre propre langue) **:**

– dites-vous préoccupé par la sécurité de Luzmila Sifuentes Reyes et de sa famille, qui ont reçu des menaces de mort le 18 juillet 2000 ;

– exhortez les autorités à prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger cette femme et ses proches ;

– demandez instamment que soit ouverte une enquête indépendante et impartiale sur ces menaces de mort et que les responsables présumés soient traduits en justice.

APPELS À :

Premier ministre
Señor Alberto Bustamante Belaúnde
Primer Ministro
Palacio de Gobierno, Plaza Mayor
Lima 1, Pérou
Fax : 511 447 1628
Formule d'appel : *Señor Primer Ministro,* / Monsieur le Premier ministre,

Ministre de l'Intérieur :
General César Enrique Saucedo
Ministro del Interior
Ministerio del Interior
Plaza 30 de Agosto s/n
Urb. Córpac, San Isidro
Lima 27, Pérou
Fax : 511 224 2405 / 511 475 3419
Formule d'appel : *Señor Ministro,* / Monsieur le Ministre,

COPIES À :

Organisation non gouvernementale (ONG) de défense des droits humains :
Coordinadora Nacional de Derechos Humanos (CNDDHH)
Jr. Túpac Amaru 2467
Lince, Lima 14
Pérou

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Pérou dans votre pays.

***PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.*APRÈS LE 1er SEPTEMBRE 2000, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.**

La version originale a été publiée par Amnesty International,Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -